



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure à l'encontre de la société FIBRE EXCELLENCE
SAINT-GAUDENS exploitant une installation de fabrication de pâte à papier à
SAINT-GAUDENS**

170

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 511-2 et L. 514-5 ;

Vu l'autorisation environnementale accordée à la société PYRENECELL par arrêté préfectoral du 20 janvier 1997 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2003 relatif à l'autorisation de changement d'exploitant délivrée à la société TEMBEC SAINT-GAUDENS et à la constitution de garanties financières ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2009 modifié et complété actualisant les prescriptions techniques applicables à la société TEMBEC ST GAUDENS ;

Vu le courrier de la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS du 4 mai 2011 informant du changement de dénomination sociale de la société TEMBEC qui se nomme désormais FIBRE EXCELLENCE SAINT GAUDENS ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 23 avril 2024 relatif à la visite d'inspection du 2 avril 2024 de l'installation exploitée par la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS, sise rue du Président Saragat à Saint-Gaudens ;

Considérant que, lors de sa visite du 2 avril 2024, l'inspection a constaté la présence de boues en quantités importantes dans le bassin de confinement Nord dédié à la rétention des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) ;

Considérant que, selon l'exploitant, ces boues proviennent du clarificateur "liqueur verte" et qu'elles sont stockées dans ce bassin depuis le dernier arrêt technique du site réalisé en juin 2023 ;

Considérant que la présence de boues dans ce bassin, depuis plusieurs mois, ne résulte pas du confinement d'eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie ;

Considérant que la présence de boues réduit la capacité de confinement du bassin Nord ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux prescriptions de l'article 2.7.10.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2009 susvisé, imposant que les bassins de confinement soient maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation ;

Considérant que le non-respect de certaines dispositions réglementaires résultant des modalités d'exploitation des installations porte atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS de respecter les prescriptions applicables à l'installation ;

Considérant que le rapport de l'inspection des installations classées a été porté à la connaissance de la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS, le 29 avril 2024, afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant l'absence d'observations de la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS dans le délai imparti ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1er – La société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS (Numéro SIREN n°399 318 278), dont le siège social est situé rue du Président Saragat – Zone d'activité de Stournemil – BP 149 – 31 803 Saint-Gaudens Cedex, exploitant une installation de fabrication de pâte à papier à la même adresse, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes à compter de la notification du présent arrêté, sous un délai d'un mois :

- dispositions de l'article 2.7.10.2 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2009 qui prévoient l'évacuation des boues du bassin de confinement Nord.

Art. 2. – À défaut d'exécution dans le délai imparti à l'article 1, il est fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales, afin de restaurer sa pleine capacité d'utilisation.

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4. – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Art. 5. – En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS.

Fait à Toulouse, le 31 MAI 2024

Pour le préfet
et par délégation
Le secrétaire général,

Serge JACOB

